

- l'établissement de 38 associations d'usagers d'eau d'irrigation;
- l'établissement de 24 sous-comités d'association composés exclusivement de femmes.
  - ces sous-comités se font le champion du leadership des femmes et désignent des initiatives spéciales dans les systèmes d'irrigation pour accroître les avantages pour les agricultrices.

Au Burkina Faso, le Canada travaille avec Cowater International à un projet de 17,2 millions de dollars visant à promouvoir l'énergie durable et la croissance économique. Le projet est centré sur la Boucle du Mouhoun, une région particulièrement vulnérable. Le projet est axé sur une collaboration avec des partenaires locaux pour des interventions ciblées, notamment la mise en place de réseaux d'électricité ruraux, la promotion de l'énergie solaire et le développement économique de la communauté. La première étape a consisté en des ateliers et des consultations avec les communautés, des groupes de femmes locaux, la société civile et des organisations du secteur privé, en vue de colliger des données de référence, de définir des critères pour la sélection des communautés ciblées et d'adopter des approches de financement fondées sur les résultats.

En Jordanie, le Canada a maintenu son solide partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement en 2017-2018. Il a créé des perspectives de subsistance pour les femmes dans un domaine vital pour la technologie et la croissance écologiques. Les exploitations agricoles à Mafraq, dans le nord de la Jordanie, génèrent 60 % du fumier de bétail du pays. Toutefois, ce défi environnemental a été transformé en possibilité économique. Une usine de compostage de 10 000 pi<sup>2</sup> a été construite en faisant appel à une technologie de pointe dans le domaine de la production et du contrôle de la qualité. Cette nouvelle usine, entièrement exploitée et gérée par des femmes, produit 40 tonnes de compost par jour. La nouvelle usine a également créé de nouveaux emplois. À ce jour, plus de 60 familles, dont bon nombre sont des ménages dirigés par des femmes, sont sorties de la pauvreté en conséquence directe de cette initiative.

En 2017-2018, Statistique Canada a soutenu le renforcement des capacités en matière de statistiques environnementales des pays en développement. Pour ce faire, le Ministère a participé à des ateliers de formation régionaux en Chine et en Jordanie sur le Système de comptabilité économique et environnemental des Nations Unies. Ce cadre rassemble des données économiques et environnementales afin de produire une image plus complète des relations entre les deux domaines. L'atelier de la Jordanie était axé sur les systèmes intégrés de tels comptes à l'appui des ODD dans la région arabe. Des participants provenant des États fragiles tels que la Somalie, le Soudan, le Yémen et l'Iraq ont pris part à l'atelier. La participation de Statistique Canada à ces ateliers a permis d'intégrer l'expertise canadienne en évaluation des technologies propres au Groupe d'expert du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargé de l'indicateur 17.7.1 relatif aux ODD. L'exploitation d'une telle expertise a aidé les pays, y compris les pays en



développement, à mieux mesurer les progrès vers la réalisation de l'objectif 17.

Par l'intermédiaire d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), le Canada est un contributeur important de longue date aux organisations internationales qui œuvrent au renforcement de la gouvernance environnementale. En 2017-2018, ECCC a fourni 20,67 millions de dollars en ADO, principalement en appuyant des organismes multilatéraux voués à la protection de l'environnement. Ces organismes assurent une coopération technique et le renforcement des capacités des pays en développement. Cela comprend des efforts pour améliorer les conditions environnementales et appuyer l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Ces mesures améliorent la subsistance des populations vulnérables dans les pays en développement.

ECCC aide également les organisations multilatérales à faire progresser la recherche environnementale dans les pays en développement partenaires. L'une des manières d'y parvenir est la contribution annuelle du Canada à l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle du globe visant à financer la recherche et la formation dans les Amériques. Le Canada a également facilité la participation des pays en développement aux discussions sur les changements climatiques. Par exemple, la contribution du Canada au fonds d'affectation spéciale du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a offert une aide au déplacement afin de permettre aux pays en développement de participer aux réunions du groupe d'experts. En permettant leur participation aux réunions, le Canada a contribué à renforcer la capacité dans les pays en développement. De cette manière, ils peuvent prendre des décisions éclairées au sujet de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

En 2017-2018, le Canada a accordé 3 millions de dollars à l'initiative Transformative Carbon Asset Facility de la Banque mondiale. Cette initiative travaille avec les pays en développement pour créer et acheter de nouvelles catégories d'actifs carbone associés aux réductions des émissions de gaz à effet de serre. Le Canada a versé des fonds supplémentaires de 2 millions de dollars au Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation de l'Institut international du développement